

La vérité essentielle se trouve dans la première partie de ce passage. Le gouvernement nous présente un bill, puis, devant le public, prétend avoir agi en matière de mainmise étrangère alors qu'il n'a rien fait. Comme l'a déjà dit un député au cours de ce débat, les administrateurs d'entreprises multinationales peuvent se rendre compte, car ils n'ont rien à craindre des décisions du gouvernement fédéral. La *Gazette* de Montréal, dans un article intitulé «Ownership Policy Puny, Invites Trickery», à la page 10 de son édition du 3 mai, résumait ainsi la mesure gouvernementale:

La montagne a accouché d'une souris . . .

Non seulement la décision du gouvernement ne tient-elle aucun compte des principales recommandations de sa propre Commission présidée par le ministre du Revenu national, M. Herb Gray, mais également elle reste très en deçà de l'objectif du premier ministre Trudeau lui-même.

En novembre dernier, M. Trudeau déclarait au rédacteur en chef de la *Southam Press*, Charles Lynch: «En tant que gouvernement, le moins que nous puissions faire, c'est maintenir le *statu quo*.»

«Les États-Unis détiennent 95 p. 100 de nos huiles et pétroles, et nous ne voudrions pas que cette proportion atteigne 99 p. 100; ils détiennent 60 p. 100 de notre industrie de fabrication, et nous n'aimerions pas que ce pourcentage passe à 80 p. 100, etc, etc. Je suis d'avis que les Américains comprendront notre point de vue si nous le leur exposons» . . .

Les prises de contrôle ne sont pas l'unique problème.

Dans ce que le rapport Gray appelle «Une année plus ou moins normale», les prises de contrôle ne représentent que 5 p. 100 de l'augmentation de l'actif des sociétés d'appartenance étrangère.

Les nouveaux investissements étrangers jouent un rôle bien plus appréciable, et c'est l'expansion des sociétés étrangères déjà implantées au Canada qui constitue le fait le plus important.

Je répète que l'expansion des sociétés étrangères déjà implantées au Canada constitue le fait le plus important. Le gouvernement n'a pas jugé nécessaire d'aborder cette question fondamentale. Comme on l'a déjà proposé à la Chambre, le gouvernement devrait à l'avenir attribuer un rôle plus prépondérant à la Corporation de développement du Canada, et planifier en quelque sorte notre économie de façon que notre pays se développe en fonction des besoins essentiels de la population, et non des intérêts des sociétés.

Lorsque le chef de mon parti a pris part à ce débat, on lui a posé une question au sujet des céréales et du blé, et l'on avait conclu qu'il parlait de la transformation du blé en farine au Canada avant de l'exporter. C'était à mon avis une question absurde. Le blé et autres produits similaires sont des ressources non renouvelables, mais le ministre responsable de la Commission canadienne du blé les a composés avec d'autres ressources renouvelables. Ce sont celles que nous exportons actuellement pour les racheter ensuite sous forme de produits finis; le ministre devrait savoir cela.

Comme je l'ai déjà dit ce soir, monsieur l'Orateur, l'essentiel pour le Canada est de prendre une initiative de caractère international, de persuader les autres gouverne-

ments, ceux de la Grande-Bretagne, des pays européens et des États-Unis, d'élaborer les normes auxquelles doivent répondre les sociétés multinationales, et de fixer leur rôle dans l'économie mondiale. Ces mesures devront s'accompagner d'une initiative déterminée du gouvernement en vue d'accroître le contrôle national sur notre économie.

**M. John Burton (Regina-Est):** Monsieur l'Orateur, ce bill ridiculise l'unité nationale du Canada. C'est le genre de mesure qui entraîne la confusion, la méfiance et le ressentiment entre les Canadiens. C'est le genre de bill qui sape l'unité nationale du Canada. Les Canadiens sont en droit d'attendre du gouvernement une conduite plus ferme que n'en montre le projet de loi. Le gouvernement du Canada, quelle que soit son appartenance politique, se doit de donner au pays une direction plus efficace que n'en montre le projet de loi.

L'unité nationale du Canada est soumise à bien des tensions à l'heure actuelle. Je dirais que ce genre de solution faible et inefficace à un problème national grave ne peut qu'intensifier ces tensions. Les Canadiens, à l'heure actuelle, sont à la recherche de leur identité. Ils s'efforcent de supprimer les injustices et les inégalités qui existent dans notre pays. Mais que fait le gouvernement? Après avoir permis qu'une grande partie de notre industrie et de notre économie, que le contrôle de cette industrie et de cette économie, échappent aux Canadiens, le gouvernement dit: «Nous n'allons rien faire pour changer cela. Nous allons essayer d'empêcher les mainmises et les fusionnements futurs d'entreprises.» Cela ne va pas aider le Canada dans sa recherche d'une identité, pas plus que cela ne va l'aider à trouver des moyens de résoudre certains des problèmes qui se posent au pays à l'heure actuelle. Je dirais que l'action du gouvernement libéral dans tout ce domaine a été assez restreinte et inefficace.

Nous pouvons remonter quelques années en arrière au début des années 60. Il y a eu tout d'abord Walter Gordon, qui a fait son entrée peu après que le gouvernement libéral eut pris le pouvoir en 1963. Il avait peut-être une confiance mal placée dans certaines institutions du Canada, mais, néanmoins, nous devons tous être prêts à lui rendre hommage pour son courage et pour une proposition très originale qu'il avait faite, mais que, malheureusement, on a démolie avant qu'elle n'aboutisse.

Je suis sûr que certains de nos vis-à-vis, comme le ministre du Travail (M. O'Connell), se rappellent fort bien cet incident. A l'époque, M. Gordon avait proposé l'établissement d'un impôt sur les mainmises qui aurait pu empêcher certains des problèmes avec lesquels nous essayons maintenant de lutter, et dont nous avons parlé. Par la suite, M. Gordon et certains de ses associés durent opter pour une méthode d'action. En fin de compte, ils nommèrent un comité qui rédigea ce que l'on connaît sous le nom de rapport Watkins, et qui fit un certain nombre de propositions visant à permettre un contrôle plus efficace de l'économie canadienne. Ces propositions furent rejetées par le gouvernement de l'époque.